



Déclaration intersyndicale CSA ministériel 11 juin
Personnels de l'Éducation nationale :
l'extrême droite ne doit pas arriver au pouvoir !

L'extrême droite obtient presque 40% des suffrages exprimés aux élections européennes. Les prochaines élections législatives laissent craindre une arrivée au pouvoir imminente du Rassemblement national.

Nous rappelons solennellement notre opposition aux idées d'extrême droite : par nature, xénophobe et raciste, l'extrême droite est un danger pour l'École publique, pour nos élèves, nos collègues et pour la démocratie. L'extrême droite a une vision réactionnaire et antirépublicaine de l'école : la mise en œuvre de son programme aurait des effets terribles. L'extrême droite ne condamne jamais l'insuffisance des moyens, ni ne parle de la dégradation des conditions de travail. Jamais elle ne porte un regard critique sur les inégalités scolaires et sociales des élèves qui n'ont cessé de se renforcer, sauf pour rendre l'immigration responsable de tous les problèmes de l'école. On ne trouve rien dans les programmes d'extrême droite qui permettrait de résoudre les fragilités actuelles du système éducatif. Derrière un discours prétendument social, elle promeut en réalité l'obscurantisme, l'autoritarisme, la haine, le racisme, l'antisémitisme, les LGBTIphobies, le sexisme.

En tant qu'organisations syndicales attachées au progrès social et à la démocratie nous portons haut et fort les principes républicains, les principes d'égalité, de liberté, de laïcité, de tolérance. A rebours de ce que porte l'extrême droite pour l'École, nous rappelons notre attachement au projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire : accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés. Nos revendications pour l'École, ses personnels, ses élèves, pour la société ont une boussole : faire grandir et réussir tous les élèves ensemble, avec des personnels respectés et reconnus.

Nos organisations ont alerté à de nombreuses reprises le ministère de l'Éducation nationale sur le danger d'imposer certaines de ses réformes qui accentuent les fractures sociales dans le premier comme dans le second degré, réformes reprenant parfois à leur compte certaines mesures que prônent le RN. Nous avons dénoncé les nombreux passages en force de ce ministère sur bien des réformes, qui piétinent la démocratie sociale et nourrissent une forme de désarroi chez un nombre grandissant de nos collègues. Dans l'Éducation nationale comme ailleurs, cette pratique du pouvoir a nourri une grave crise démocratique.

Nous réaffirmons que c'est bien la solidarité, le renforcement des services publics qui nous permettront de lutter efficacement et faire un rempart contre toutes les idées de l'extrême droite. Dans ce moment de bascule pour notre démocratie, notre responsabilité est bien d'offrir des perspectives de progrès social à nos collègues, à la jeunesse et à la population tout entière, notamment en luttant contre les idées d'extrême droite et en mettant un coup d'arrêt à la politique menée par le président Macron et son gouvernement contre la jeunesse, contre les personnels, contre l'École publique.

Contre l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national, dans l'unité syndicale, les organisations FSU, UNSA Education, CFDT Education, Recherche, Formation publiques, CGT Educ'action et SUD Education appellent dès maintenant les personnels à se mobiliser massivement pour empêcher l'extrême droite de parvenir au gouvernement. L'intersyndicale éducation se réunira dès aujourd'hui pour discuter des modalités d'action et d'initiatives en vue des élections législatives.

A Paris, le 11 juin 2024